

L'hon. M. CAMPBELL: Je tenais à savoir, et je suis sûr que le Comité y tient aussi, pourquoi l'Australie est en mesure de prendre les deux navires en question, alors qu'ils ont été offerts en premier lieu au Canada. Cela m'intéresse du fait que j'ai rencontré par hasard l'un des vice-présidents de la Ligne égyptienne à New-York; il était alors en pourparlers avec le gouvernement australien au sujet de ces deux navires, qui, je crois, peuvent transporter chacun environ 750 passagers, les uns avec et d'autres sans couchettes. Je l'ai persuadé de suspendre ses pourparlers jusqu'à ce qu'il se soit mis en rapport avec le gouvernement canadien. Les négociations durèrent une trentaine de jours, à la suite de quoi les intéressés, voyant qu'ils n'arrivaient à rien, reprirent leurs pourparlers avec l'Australie et les terminèrent rapidement. Je crois que l'un de ces navires fait actuellement le service de l'Australie et que l'autre doit suivre incessamment.

La PRÉSIDENTE: Convienent-ils mieux à ce service qu'à nos eaux du nord?

L'hon. M. CAMPBELL: Je l'ignore.

Le capitaine BRAND: C'était là l'un des points, monsieur. Quand la question a été soulevée, j'ai demandé tout particulièrement aux agents de m'en mettre au courant. On leur avait offert trois bateaux de colons, des navires transformés pour les colons. Toutefois, je crois qu'on avait allégué à l'époque que le gouvernement n'avait pas alors pour principe d'affréter ou de donner des garanties, ainsi que les armateurs le voulaient. Je ne sais trop si ces navires ont fait plus d'un voyage en Australie; l'offre ne portait que sur une courte durée.

L'hon. M. CAMPBELL: L'un pour six mois; l'autre pour quatre mois.

Le capitaine BRAND: Il est difficile de se renseigner à une aussi grande distance, mais je n'ai vu aucune allusion à leur voyage en Australie. Je ne sais pas trop si le ministre de l'Immigration d'Australie n'a pas conclu d'autres arrangements avec le ministre du Transport à Londres. Il convoitait pas mal l'*Aquitania*.

L'hon. M. CAMPBELL: D'après les renseignements que j'ai eus ces jours derniers, les navires ont été mis à la disposition des Australiens. Ce ne sont pas ces navires qui m'intéressent, mais bien la ligne de conduite générale. Si l'on offre d'une façon quelconque des navires convenables et que notre gouvernement n'ait pas pour principe de les affréter ou de garantir leurs service, existe-t-il un moyen par lequel le gouvernement canadien ou son représentant pourrait négocier avec l'organisation internationale pour tâcher de les rendre disponibles, afin de transporter des gens au Canada?

Le capitaine BRAND: Je le suppose. Je crois que M. Riddell serait mieux en mesure que moi de dire si les représentants du Canada qui ont voix au chapitre dans l'O.I.R. pourraient y soulever la question. Mais, si je comprends bien l'O.I.R., nous versons notre contribution et l'organisation nous expédie les gens si nous sommes disposés à les prendre. Les moyens sont entièrement laissés à sa discrétion, à sa caisse de transport maritime, qui a été, je crois, fondée récemment. En réalité, tant qu'elle aura ces transports de l'armée allant au Canada, je pense qu'il en viendra presque autant que nous pouvons en assimiler. Nous en recevons actuellement 860 ou plus en moyenne par mois. C'est le nombre que les navires en question transportent à chaque voyage, une fois toutes les trois semaines.

L'hon. M. MURDOCK: Vous dites qu'il en vient 850 par mois?